

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24<sup>ème</sup> année - N° 4469 - Mercredi 27 Septembre 2023 - Prix : 200 Fc

UNE DÉLÉGATION SAOUDIENNE À MORONI :

## La défense et la sécurité au cœur des échanges



Embassy of the United States



### Vacant Position: Security Investigator

U.S. Mission Antananarivo is seeking eligible and qualified applicants for the position of **(1) Security Investigator in the Regional Security Office.**

**VACANCY NUMBER:** Comoros 2023-001

**OPEN TO:** All candidates/ all Sources

**POSITION :** Security Investigator FSN-8

**OPENING DATE:** September 26, 2023

**CLOSING DATE:** October 10, 2023

**WORK HOURS:** Full time, 40 hours per week

#### REQUIREMENTS:

Working in the Regional Security Office (RSO), the Foreign Service National Investigator (FSNI) conducts security investigations and maintains liaison with local police and other security and law enforcement officials. The FSNI assists the RSO team in coordinating protection for post personnel and visiting U.S. government officials, obtaining, and reporting on information

concerning potential security threats to post personnel, facilities, or information.

#### EDUCATION:

A minimum of two (2) years University Studies is required.

#### EXPERIENCE:

Minimum of three (3) years of experience in law enforcement, military, private security, or investigation is required.

#### LANGUAGE:

English level III (Good working knowledge) Reading/Writing/Speaking is required. (To be tested) Comorian level IV (Fluent) Reading/Writing/Speaking is required.

If you would like to view the complete job announcement and apply, please visit the following Seeker Site: <https://erajobs.state.gov/dos-era/mdg/vacancy-search/searchVacancies.hms>

ALL applicants MUST apply online through the Seeker Site (paper application is no longer accepted). For further information, please contact the Office of Human Resources: Telephone: +261 20 23 480 00 extension 2332.

**National ID Card (Proof of Citizenship), Proof of past and current employment, University Degree, must be uploaded to the system**

## AGRICULTURE

## Les producteurs agricoles outillés en Gender Action Learnig System

Du 18 jusqu'au 30 septembre se tiennent trois sessions agricoles sur les méthodologies des ménages dénommés Gender Action Learnig System « GALS » des bénéficiaires du Projet d'urgence d'Appui à la Production Agricole aux Comores (AEFPF-Comores). La formation est assurée par la consultante Mme Béatrice NTAH, juriste experte en genre et Gender Action Learnig System.



Participants à la formation à l'hotel Mwafaka Moroni.

Le GALS est un système participatif axé sur les ménages qui apprend aux acteurs hommes et femmes à identifier et démultiplier leur potentiel économique, social et politique ainsi que celui de leurs familles et de leurs communautés sans discrimination de genre, mettre en place des systèmes d'agriculture familiale et des moyens de subsistance plus solides, plus résilients et plus durables afin qu'ils améliorent leur sort. C'est une formation des formateurs de premier degré qui vont former les bénéficiaires de second degré, qui à leur tour vont former les membres de leurs familles, de leurs voisins et de leurs organisations et communautés, etc. C'est-à-dire que ceux qui sont formés forment à leur tour les autres à travers la paire éduca-

tion et la formation est disséminée comme une toile d'araignée à toute la communauté.

Pendant la formation, les éléments du cycle d'apprentissage des adultes servent à guider le déroulement de la formation. En effet, étant donné que la démarche met l'accent sur l'apprentissage actif des apprenants, tous les développements théoriques sont appuyés par les faits vécus et des expériences concrètes provenant des participants eux-mêmes et de leurs connaissances de la culture des Comores. Avant la

formation proprement dite, une lecture du document de projet AEFPF-Comores ainsi qu'un échange avec les responsables de la formation a été faite pour que les participants s'imprègnent du contexte.

Pour rappel, le Projet d'urgence d'Appui à la Production Agricole aux Comores (AEFPF-Comores) est mis en place par le gouvernement comorien en partenariat avec le Groupe de la Banque Africaine du Développement (BAD). Ce projet d'une durée de 24 mois à compter de décembre 2022 est conçu

dans le cadre de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence (AEFPF). Il intervient dans la promotion de la sécurité alimentaire à travers le socle stratégique 4 du Plan Comores Emergeants et s'inscrit dans les efforts du Gouvernement visant à atténuer l'impact des chocs mondiaux sur l'économie nationale aggravés par la guerre en Ukraine et à préserver la résilience.

Mmagaza

## Numéros utiles

## Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Gendarmérie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

## Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

## Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

## Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

## Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

## MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18

unicef pour chaque enfant

## Communiqué de presse

Aux Comores, la promulgation de la nouvelle loi relative à l'état civil contribuera aux progrès pour l'atteinte des objectifs de développement durable (cible de l'ODD 16) **Garantir une identité juridique pour tous, grâce à l'enregistrement des naissances**

Moroni, le 26 Septembre 2023 – L'Union des Comores marque un tournant décisif dans son engagement envers la modernisation de son état civil avec l'adoption de la loi N° 23-016/AU du 27 juillet 2023 portant modification de la Loi N° 84-10 du 15 mai 1984 relative à l'état civil. Cette loi a été promulguée par le Président de l'Union des Comores par le décret N°23-103 du 25 septembre 2023. La promulgation, acte solennel par lequel le Président certifie l'existence d'une loi et en ordonne l'application, est désormais un jalon significatif dans le paysage juridique comorien.

La nouvelle loi sur l'état civil, fruit d'une collaboration étroite avec le projet d'Appui à la Modernisation de l'État Civil aux Comores mis en œuvre par le ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration territoriale et des Relations avec les institutions, avec le soutien de l'UNICEF et l'Ambassade de France auprès de l'Union des Comores, entre en vigueur pour répondre à un besoin vital.

Les années passées ont mis en lumière les difficultés du système d'état civil, impactant la reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens. Le problème des enfants sans identité, une réalité préoccupante et universelle, trouvant écho aux Comores, privant les individus de leurs droits essentiels et les exposant à l'exploitation et à la vulnérabilité.

Cette nouvelle loi, fruit d'efforts conjoints et de réflexions approfondies, modernise et harmonise le cadre juridique comorien avec les normes internationales et les engagements pris par l'Union des Comores. Chaque individu a le droit d'être reconnu en tant que personne devant la loi, un principe qui trouve écho dans les textes internationaux tels que l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 16 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

**“La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 souligne l'obligation des États de garantir à chaque enfant un acte d'état civil dès la naissance. Conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), l'UNICEF œuvre à accompagner l'enregistrement universel des naissances et à conférer une identité légale à chaque enfant d'ici 2030”.**

L'enregistrement officiel de la naissance d'un enfant établit sa reconnaissance légale en vertu de la loi. Au-delà de cette première reconnaissance, il revêt une importance capitale pour garantir le recensement des enfants et leur accès aux services fondamentaux tels que l'éducation, la santé, la protection sociale et la justice. Les enfants sans identité sont davantage exposés à la violence et à l'exploitation. Ainsi, l'enregistrement des naissances constitue le socle indispensable à la protection de leurs multiples droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

L'UNICEF, en partenariat avec le Gouvernement de l'Union des Comores, s'est fixé pour mission de garantir l'enregistrement universel des naissances et d'accor-

der à chaque enfant l'identité juridique qui lui revient de droit.

Le soutien financier substantiel apporté par l'Ambassade de France et l'UNICEF, renforce l'engagement du Gouvernement comorien dans cette initiative cruciale. Ce projet ambitieux, mis en œuvre par le ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration territoriale et des Relations avec les institutions, vise à évaluer et moderniser l'état civil, éradiquant ainsi les maux d'une identification incomplète.

L'UNICEF s'engage à soutenir l'Union des Comores dans la mise en œuvre du plan stratégique de modernisation de l'état civil pour la période 2024-2028. Un engagement qui se traduit par des mesures concrètes visant à garantir que chaque enfant ait droit à une existence légale, et ainsi, à un futur prometteur.

## Pour plus d'informations, veuillez contacter

Ismael Saadi | Bureau de l'UNICEF aux Comores | + 269 332 52 62 | [isaadi@unicef.org](mailto:isaadi@unicef.org)  
Rehema Ahmed Abdallah | Bureau de l'UNICEF aux Comores | + 269 340 61 06 | [rahmedabdallah@unicef.org](mailto:rahmedabdallah@unicef.org)

## À propos de l' UNICEF

L'UNICEF travaille dans certains des endroits le plus inhospitaliers du monde pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Dans plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, chaque jour, afin de construire un monde meilleur pour tous. Pour en savoir plus sur l'UNICEF et son action, veuillez consulter le site: <https://www.unicef.org/fr/>

Suivez-nous sur **Twitter** et **Facebook**

## UNE DÉLÉGATION SAOUDIENNE À MORONI :

## La défense et la sécurité au cœur des échanges

*La coopération entre Riyad et Moroni se renforce notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité. Une délégation de fonctionnaires du ministère saoudien de l'Intérieur est arrivée dimanche dernier. Lundi, une réunion de la commission mixte des deux pays, a eu lieu à Moroni, en présence du ministre de l'intérieur, Fakridine Mahamoud.*

Une délégation de fonctionnaires du ministère saoudien de l'Intérieur séjourne à Moroni depuis dimanche après-midi. Elle est venue renforcer la coopération entre les deux pays notamment en matière de sécurité et de défense. Cette visite fait suite

aux accords de partenariat signés en 2013 entre Moroni et Riyad. Les deux pays ont privilégié, dans un premier temps, les questions de défense et de sécurité, selon une source du ministère de l'intérieur. Des cadres de l'armée, de la gendarmerie, de la police, de la Garde-côtes, de la DNDPE (Direction Nationale de la Documentation et de la Protection de l'Etat) et de la Sécurité civile participent aux travaux aux côtés de leurs collègues saoudiens arrivés dimanche à bord d'un vol spécial.

Cette mission est venue rejoindre la partie comorienne pour former une commission mixte qui durant trois jours, devra fixer une nouvelle feuille de route qui prendra en

compte des paramètres nouveaux. La toute première réunion a eu lieu lundi et selon le directeur de cabinet du ministère de l'intérieur, plusieurs axes ont été abordés. Abdoufatah Boina citera la lutte contre la délinquance, l'immigration clandestine, les conflits, le terrorisme, la piraterie, et autres. «Chaque corps va exprimer ses priorités pour que le pays reste dans les rangs des pays les mieux sécurisés», explique-t-il, tout en montrant que les travaux continuent jusqu'à ce mercredi soir.

« A la fin, nous allons voir ensemble les conclusions et recommandations. Et les deux parties vont tirer les meilleures conclusions », conclut-il, en précisant qu'une visite est programmée d'aller voir les



institutions et bâtiments relatifs à la sécurité du pays afin d'évaluer les besoins prioritaires de chaque institution. Parmi les résultats attendus

de cette visite, la construction de deux bâtiments au bénéfice de la police nationale.

**Ibnou M. Abdou**

## SOCIÉTÉ :

## Vers la validation de la stratégie nationale du changement social

*Après la formation des facilitateurs sur l'approche SBS (changement comportemental et social), les acteurs se réunissent durant trois jours à Moroni pour l'élaboration et la validation d'une la stratégie nationale du changement social et comportemental.*

La direction de l'information en collaboration avec l'Unicef a organisé un atelier pour l'élaboration et la validation de la stratégie nationale SBC (changement comportemental et social). D'une durée de trois jours (du 26 au 28 septembre), cet atelier est une suite logique de la formation faite il y a trois mois en faveur des principaux acteurs nationaux issus des différents secteurs de l'éducation, la santé, la protection de l'enfance et le Wash sur la nouvelle approche SBC anciennement C4D (communication pour le Développement). Une formation qui a permis à ces acteurs d'acquérir les connaissances de base sur la SBC et pouvoir

les intégrer dans les planifications sectorielles.

L'atelier a vu la présence du directeur général de l'information Kombo Soulaïmana et tous les acteurs de la plateforme. Dans son allocution, le chef de la section

santé à l'Unicef Médard Folefack Temfack a souligné qu'en 2020, l'Unicef a appuyé la DGI pour le renforcement des capacités des facilitateurs nationaux issus des différents secteurs pour jouer un rôle important dans l'élaboration et

la mise en œuvre d'une stratégie nationale C4D, mais la pandémie de COVID 19 a stoppé le processus et par la suite un changement a été opéré au niveau global faisant évoluer l'approche de C4D à la SBC (Social and Behavior

Change).

« C'est pourquoi, ces mêmes acteurs et d'autres issus de différentes directions et de la société civile ont été conviés en juin 2023 pour une formation de renforcement de leurs capacités sur la nouvelle approche SBC, première étape avant la tenue aujourd'hui de l'atelier national d'élaboration d'un document stratégique utile pour accompagner le processus de changement social et comportemental aux Comores », avance-t-il, en saluant les efforts déployés en cette courte période pour un travail de réflexion approfondi au niveau de chaque secteur concerné, et qui a abouti au cadre conceptuel qui fera l'objet de cet atelier de trois jours. Rappelons que ce document stratégique est très utile pour accompagner le processus de changement social et comportemental au profit des droits de l'enfant.

**Andjouza Abouheir**



## TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

## Les Comores, porte-voix des Etats insulaires africains

*L'ambassadeur de l'Union de Comores auprès de l'UA Assoumani Youssouf Mondoha a tenu un plaidoyer au nom des Etats insulaires d'Afrique, pour une justice climatique au bénéfice des petits Etats insulaires d'Afrique. C'est lors d'une audience tenue devant le Tribunal international du droit de la mer, tenue le 21 septembre dernier à Hamburg, en Allemagne.*

Les Comores ont eu le privilège de porter la voix des Etats insulaires d'Afrique lors d'une audience devant le Tribunal international du droit de la mer tenue jeudi dernier à Hamburg en Allemagne. Dans son plaidoyer, l'ambassadeur

Assoumani Youssouf Mondoha a tenu à souligner l'importance que son pays, étant un Etat insulaire accorde à ce Tribunal, rappelant que les Comores, comme dix autres Etats insulaires et côtiers de l'Afrique sont signataires de la Déclaration de Moroni pour l'ac-

tion océanique et climatique. Outre cette déclaration, le président de l'Union des Comores, président en exercice de l'UA était parmi les dirigeants du continent ayant adopté la Déclaration de Nairobi, sur le changement climatique et l'appel à l'action.

Pour-lui, les Comores, comme les autres pays insulaires du continent africain, sont conscients des obligations de tous les Etats parties à la convention des Nations unies sur le droit de la mer concernant la protection et la préserva-

tion de l'environnement marin. « Ces obligations sont essentielles pour faire face à la crise du changement climatique, à ses impacts sur l'océan, et pour sauvegarder les écosystèmes marins et côtiers sensibles y compris pour les Etats insulaires africains », explique le diplomate comorien.

« Les Comores, ainsi que l'Union africaine, d'autres Etats et organisations participants, reconnaissent que les obligations spécifiques découlent de la Partie XII de la Convention lorsqu'elles sont

confrontées au défi du changement climatique. Les Comores accueillent favorablement la demande formulée devant le Tribunal par COSIS portant sur l'articulation de ces obligations spécifiques », ajoute-t-il. Il appelle par ailleurs le Tribunal à se saisir de l'occasion pour aider à diriger les efforts mondiaux, d'une manière, dit-il qui tienne compte de spécificité des petits Etats insulaires.

**Maoulida Mbaé**



## UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

\*\*\*\*\*

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Avis de recrutement d'un technicien spécialiste en inclusion financière.

Date de l'avis : 26 septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un(e) expert(e) national (e) en inclusion financière**

### 2. Mission :

Sous la supervision du Coordonnateur de Projet, l'expert (e) en inclusion financière a pour mission de mettre en œuvre les activités qui lui sont allouées.

L'expert (e) en inclusion financière travaillera de façon étroite avec les entités ci-après et assurera le rôle d'interface entre l'Unité de Gestion du Projet et ces dernières : la Direction de la Comptabilité Publique et du Trésor, le Ministère de l'Education Nationale (MEN), les Institutions de Microfinance (IMF) et les représentants des organisations du secteur privé.

### 3. Profil du candidat.

Le Consultant devra disposer des qualifica-

tions ci-après :

- Diplôme Maitrise (Bac+ 4) en économie, finances, gestion ou équivalent ; éducation ; politiques publiques ; TIC
- Expériences professionnelles d'au moins cinq ans dans un poste similaire ;
- Maîtrise du concept d'inclusion financière ;
- Une très bonne connaissance du secteur financier comorien ;
- Une expérience dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale serait un atout ;
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet œuvrant dans le domaine concerné, et les responsables chargés de l'exécution du Projet ;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport ;
- Maîtrise des outils informatiques nécessaires à sa fonction ;
- Maîtrise du shikomor et du Français. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

4. L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour

les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir leur dossier de candidature composé d'une lettre de motivation signée, un CV détaillé, copies des diplômes et/ou attestations, références des expériences,

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, soit en version physique soit en version électronique.

### 6. Durée et lieu de la mission

La durée du mandat est prévue pour **cinq (05) mois** renouvelable sur la base de performance positive du Consultant. Le siège du Projet est à la Banque Centrale des Comores à Moroni

7. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les Procédures définies dans le Règlement de « *Passation des Marchés dans le Cadre du Financement de Projets D'investissements (FPI) Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants* » Juillet 2016, révisé en 2017, 2018, 2019 et 2020.

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous, du lundi au vendredi et aux heures sui-

vantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à 11h00.

9. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **vendredi 13 octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni**, en Union des Comores, avec la mention

10. Avis de recrutement d'un technicien spécialiste en inclusion financière. Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.

11. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :

Banque Centrale des Comores  
Madame la Coordonnatrice Nationale  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier  
Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –  
Email : [Housna.UGP@banque-comores.km](mailto:Housna.UGP@banque-comores.km)  
[SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km](mailto:SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km)



## UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

\*\*\*\*\*

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Avis d'appel à manifestation d'intérêt pour le Recrutement d'un consultant pour soutenir la Banque Centrale des Comores dans l'acquisition d'une plateforme de paiements numériques switch national et sa mise en œuvre

Date de l'avis : 18 Septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un consultant pour soutenir la Banque Centrale des Comores dans l'acquisition d'une plateforme de paiements numériques switch national et sa mise en œuvre.**

### Objectifs :

Dans ce contexte, la BCC a besoin de sélectionner un consultant chargé de l'assistance et de l'implémentation du switch national de paiements. Il collaborera avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet :

### Durée de la mission :

2. Pour la réalisation de cette mission, il est prévu un délai maximum de soixante (70) jours calendaires.

### Qualifications :

3. Le Consultant devra avoir les qualifications et l'expérience suivantes :

- \* Parler couramment le français, la maîtrise de l'anglais étant un atout supplémentaire.
- \* Diplôme universitaire (programme de 4 ans ou plus) dans des domaines liés au projet
- \* Expérience pratique (pas moins de 5 ans) dans la conception, la fourniture et la mise en œuvre de switch nationaux.
- \* Connaissance des procédures de passation de marchés (ICB) de la Banque mondiale.
- \* Expérience réussie de la direction ou de la facilitation de la passation de marchés de TIC sur au moins deux projets.
- \* Expertise technique substantielle en matière d'acquisition, de personnalisation, d'utilisation et de maintenance des technologies de l'information dans le secteur financier.
- \* Expertise substantielle en gestion de projet et en projets de changement organisationnel et fonctionnel (Waterfall, CPM, Prince2, PMP).

4. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements de passation des marchés pour les cabinets emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016** et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018. La méthode de sélection est la Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC).

5. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 00 minutes à 15 heures 00 minutes et du vendredi : de 8 heures 00 minutes à 10 heures 30 minutes (heure locale).

6. L'Unité de Gestion du Projet (l'UGP) invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (lettre de soumission, présentation,

CV détaillée, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).

7. Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le Lundi 16 Octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni, en Union des Comores.**

8. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :

Secrétariat du PADSF,  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier,  
Mme Housna THABIT, Coordonnatrice Nationale,  
Sise à la Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –  
Email: [Housna.UGP@banque-comores.km](mailto:Housna.UGP@banque-comores.km) –  
[SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km](mailto:SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km),



## VACCINATION INTENSIVE À MOHÉLI

## Tout s'est déroulé comme prévu sauf pour la covid-19

La campagne de vaccination intensive lancée le mardi 12 septembre à Mohéli pour les enfants (vaccins de routine), les jeunes et pour les adultes contre la covid-19, s'est déroulée comme prévu dans les différents districts sanitaires. La population continue à se présenter massivement pour les vaccins de routine des enfants. En ce qui concerne les vaccins contre la covid-19, l'on enregistre une faible participation.



Du 12 au 18 septembre à Mohéli, comme dans l'ensemble du pays, une campagne de vaccination intensive a été lancée. Des vaccins de routine pour les enfants, le vaccin Pfizer pour les jeunes de 12 à 18 ans et le Sinopharm pour les adultes n'ayant toujours pas pris leurs doses ou qui souhaiteraient prendre la dose de rappel. Au poste de santé de Wanani dans la région de Djando, les séances de vaccination se poursuivent. Elles s'effectuent deux fois par semaine, lundi et jeudi. Plus de 20 enfants et des nouveaux nés sont vaccinés. Parmi lesquels les nouveaux nés de 45 jours. Les résultats sont encourageants

selon les responsables de ce district. « Les mères respectent les calendriers vaccinaux contrairement aux années précédentes » a constaté Nouria Mourdi, le médecin chef.

Ce sont les vaccins contre le tétanos pour les femmes enceintes qui doivent obligatoirement recevoir 3 doses de vaccin VAT. Et BCG, pour les enfants de moins d'un an pour lutter contre la tuberculose. « Tous ces vaccins sont actuellement bien

respectés dans notre district sanitaire. Je peux dire qu'il y a une petite évolution du côté de la sensibilisation car on reçoit de plus en plus des personnes à vacciner » se réjouit Dr Nouria Mourdi.

En ce qui concerne la routinisation du vaccin contre la covid-19, seules les personnes qui ont reçu leur première dose se présentent pour leur deuxième ou fréquemment ceux qui souhaitent prendre leur troisième dose

de rappel. Contrairement, ceux n'ont jamais été vaccinés, selon Dr Nouria ne se présentent toujours pas malgré la sensibilisation. Et selon la responsable de la vaccination à la DRS, 116 personnes seulement ont pris leur première dose sur 3700 personnes prévues pour les 7 jours de vaccination intensive soit 3,13%.

Riwad

La Gazette des Comores  
Fondateur et Directeur général  
Said Omar Allaoui  
Directeur de la publication  
Elhad Said Omar  
Rédacteur en chef  
Mohamed Youssouf  
Secrétaire de rédaction  
Toufé Maecha  
Rédaction  
A. Mmagaza  
M.I.M Abdou  
Maoulida Mabé  
Andjouza Abouheir  
Nassuf Ben Amad  
Kamal Gamal Abdou  
Nabil Jaffar  
Riwad  
A Bardraoui  
Mise en page  
Abdouchakour Aladi Nourou  
Responsable commercial  
Mariama Mhoma  
Documentation archiviste  
Hadidja Abdou  
Photographe / Site Web  
Mohamed Said Hassane  
Impression  
Graphica Imprimerie  
www.lagazettedescomores.com  
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



COOP-CA MECKMORONI  
Société coopérative avec Conseil d'Administration MECK-MORONI  
B.P 877, Moroni Route de la Corniche, Ngazidja –Union des Comores  
Tel: (+269) 773 27 28 / (+269) 773 82 83

## APPEL À CANDIDATURE AU POSTE D'ADMINISTRATEUR

Le Conseil d'Administration de la Meck-Moroni informe l'ensemble des membres de la disponibilité de poste d'administrateur.

Tout membre qui souhaite se porter candidat aux élections doit constituer et présenter un dossier comportant les pièces suivantes :

- Copie de la pièce d'identité ;
- 2 photos d'identité ;
- Copie du carnet d'adhésion à la Meck-Moroni ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Copies certifiées des diplômes ;
- Lettre de motivation adressée au Président du Conseil d'Administration ;
- Attestation sur l'honneur signée (modèle fourni par la Meck-Moroni) ;
- Casier Judiciaire ;
- Quittance Fiscale.

Les conditions d'éligibilités sont disponibles au Secrétariat de la Meck-Moroni ou en suivant le lien drive mise en description dans la publication Facebook.

Le dossier de candidature, présenté dans une enveloppe fermée, sera déposé au Siège de la Meck-Moroni à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Meck-Moroni  
« Candidat au poste d'Administrateur » Meck-Moroni-Hankounou  
Tel : 773 27 28

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : Samedi 07 Octobre 2023 à 12h00

Moroni, le 22 Septembre 2023

Agrément Banque Centrale des Comores 2005-001/AGM de l'U-Meck et institutions affiliées  
Immatriculation au Registre des Sociétés Coopérative N°11/18/UC/3/2/64k



## AVIS DE CONSULTATION D'UN ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT

La Meck-Moroni organise une consultation en vue du recrutement d'un Administrateur Indépendant, conformément à la réglementation en vigueur.

Les candidats intéressés devront soumettre une lettre de motivation rédigée en français accompagnée des documents suivants :

- CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles et leurs expériences dans les domaines concernés ;
- Extrait de casier judiciaire datant de moins (3) mois ;
- Copie d'une pièce d'identité nationale ;
- Deux (2) photos d'identité récentes ;
- Copies certifiées conformes de diplômes ;
- Quittance Fiscale ;
- Attestation sur l'honneur quant à l'absence de relations avec la Meck-Moroni.

Les conditions d'éligibilités sont disponibles au Secrétariat de la Meck-Moroni ou en suivant le lien drive mise en description dans la publication Facebook.

Le dossier de candidature, présenté dans une enveloppe fermée, sera déposé au Siège de la Meck-Moroni à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Meck-Moroni (Consultation pour le recrutement d'un Administrateur indépendant) Meck-Moroni-Hankounou  
Tel : 773 27 28

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : Samedi 07 Octobre 2023 à 12h00

Agrément Banque Centrale des Comores 2005-001/AGM de l'U-Meck et institutions affiliées  
Immatriculation au Registre des Sociétés Coopérative N°11/18/UC/3/2/64k



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

**DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE**  
**PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)**  
**(P177816), DON IDA**



Coordination Nationale du Projet

REF. N° 2023/006/ MAPETA/ FSRP/SCI/PECHE

**SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) INDIVIDUEL (E) RESPONSABLE DE PECHE POUR LE PROJET RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)**

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le **Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP)** dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) Consultant (e) individuel(le) responsable de Pêche pour le Projet Résilience des Systèmes alimentaires aux Comores (FSRP-km)

**II. Description des tâches**

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents

livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

**III. Profil et expériences requises du candidat**

- Être titulaire d'un master diplôme universitaire qui sanctionne au moins Bac+5 en sciences sociales, ou en économie et gestion des pêches, ou encore dans le domaine de la gouvernance des océans et pêche durable

**Expériences :**

- Avoir une expérience professionnelle pratique d'au moins 5 ans dans le secteur de la pêche,
- Avoir une expérience dans le domaine de conception, gestion de projets et étude de faisabilité de projet ;
- Avoir d'excellentes compétences en communication et en rédaction de rapports, (langue française ; des compétences en anglais est un atout),
- Être relationnel et à l'aise dans le travail en équipe sous la pression ;
- Avoir une très bonne connaissance de l'outil informatique (Word, PowerPoint, Excel...);

**III Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :**

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,

- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec les références de 3 personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Toutes les pièces citées ci-dessus doivent être présentée et/ou traduites en français.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 09 octobre 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores)**. La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf N° 2023/006/ MAPETA/ FSRP/SCI/PECHE au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

**Lance le 25 septembre 2023**



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

**DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE**  
**PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)**  
**(P177816), DON IDA**



Coordination Nationale du Projet

REF. N° 2023/005/ MAPETA/ FSRP/SCI/I.VERTE

**SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) SPECIALISTE EN INFRASTRUCTURE VERTE POUR LE PROJET RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)**

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le **Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP)** dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) Consultant (e) individuel(le) en Infrastructure verte qui travaillera à temps plein au niveau de l'Unité de Gestion du Projet (UGP-FSRP).

**II. Description des tâches**

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

**III. Profil et expériences requises du candidat**

Être titulaire d'un diplôme universitaire d'ingénieur Agronome (BAC +5), spécialisation Eaux et Forêts, ou diplôme de Master II ou DEA en Gestion des Ressources Naturelles, Sciences Naturelles, Géographie, ou dans un domaine de l'environnement équivalent.

**Expériences :**

- Ayant au moins cinq (05) années d'expériences dans la mise en œuvre des activités de défense, de conservation et de restauration du sol ou de la promotion des techniques agroécologiques visant à aménager durablement les bassins-versants, protéger les sources d'eaux, ainsi que les périmètres irrigués des risques d'érosion et d'ensablement ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans en tant que spécialiste en environnement ou équivalent dans un programme/projet de développement rural ou de la protection de l'environnement ;
- Avoir une bonne capacité de communication et d'animation ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatique bureautiques (Excel, Word et Power Point), internet, courriers électroniques et messagerie, logiciels ou applications de réunion à distance ;

**III Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :**

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces sui-

vantes :

- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec les références de 3 personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Toutes les pièces citées ci-dessus doivent être présentée et/ou traduites en français.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 09 octobre 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores)**. La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf N° 2023/005/ MAPETA/ FSRP/SCI/I.VERTE au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

**Lance le 25 septembre 2023**

## FOOTBALL

## Affaire Zerdouk, une fausse polémique

*C'est en tout cas ce qu'on a cru comprendre du point de presse tenu hier à la maison de la Fédération. Lors de la présentation du bilan des éliminatoires de la CAN 2023, le chargé de communication de la Fédération de Football des Comores est revenu sur l'actualité du moment.*

Le non renouvellement du contrat de l'ex sélectionneur des Cœlacanthes, Younes Zerdouk n'en finit plus de faire couler de l'encre. Après 18 mois à la tête de l'équipe nationale des Comores, le ComEx de la FFC n'a pas jugé nécessaire de renouveler le contrat du technicien Franco-marocain qui touche à son terme le 30 septembre prochain. Cette initiative du ComEx a eu comme conséquen-

ce, une levée de bouclier de l'opinion qui s'est approprié la question. Lors d'un entretien accordé à Ben Amir Junior, Younes Zerdouk est revenu sur sa situation. « Je l'ai appris à travers un grand ami qui l'a appris sur un réseau social et je trouve cela irrespectueux envers mon travail et ma personne et l'ensemble du staff, que la FFC ne m'ait pas informée de sa décision », lit-on dans les colonnes de l'hebdomadaire MASIWA de ce lundi 25 septembre.

La Fédération par la voix de son chargé de communication a donné des clarifications par rapport aux propos de l'ancien sélectionneur. « La FFC n'a pas comme habitude de répondre aux rumeurs. Sur cette question nous disons que le coach Zerdouk a omis de dire toute la véri-

té. Après le match contre la Zambie, il a été reçu par le président de la FFC, et lui a été notifié du non prolongement de son bail lui et son staff, mieux le président l'a mis en contact avec un agent pour lui trouver un point de chute », avance-t-il. Et ce dernier de continuer : « Peut-être le coach parlait sous le coup de l'émotion, donc parfois on a tendance à oublier certaines choses ».

S'agissant de la fausse polémique sur les six (6) mois d'impayés, le chargé de communication a été clair. « Je pense que dans cette histoire, l'interrogé et l'interrogateur savent qui doit payer. Ce qui est sûr, ce n'est pas à la fédération de prendre en charge le salaire du sélectionneur », souligne-t-il. En effet, selon un connaisseur du dossier, le salaire du sélectionneur fait

l'objet d'un contrat entre le ministère des finances et l'intéressé. Ce qui est sûr, la FFC est résolument tournée vers l'avenir notamment vers les prochaines rencontres de qualification comptant pour la Coupe du Monde 2026 avec un match amical en perspective vers le milieu du mois d'octobre.

Imtiyaz



## 11 Rabioul Awal 1445

Prières aux heures officielles  
Du 26 au 30 Septembre 2023

## Lever du soleil:

05h 54mn

## Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 41mn

Dhouhr : 12h 04mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib : 18h 06mn

Incha : 19h 20mn



Ministère de l'agriculture,  
de la Pêche et de  
Environnement, du Tourisme  
et de l'Artisanat



## DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS  
ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KMCOORDINATION NATIONALE DU PROJET  
Réf. n° 2023/002/ MAPETA/PIDC/AMI/ECVA

## SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN INGENIEUR EN GENIE CIVIL DU PIDC

1. Le PIDC est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- \* Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- \* Appui direct aux entreprises
- \* Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un ingénieur en génie civil du Projet (PIDC) pour une durée d'une année renouvelable sur la base de performance du consultant.

## 2. Objectif global de la mission

D'une manière générale, il s'agit de recruter un ingénieur de génie civil (IGC) en vue de renforcer le service chargé des infrastructures et d'appuyer le projet dans la réalisation des infrastructures prévue dans le cadre du projet.

## 3. Description des tâches

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

## 4. Profil et expériences requises du candidat

**Formation :** Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur (minimum Bac +5) en Ponts et chaussées, Génie Civil ou Génie rural,

## Expériences :

- Expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans l'exécution des travaux de génie civil (Construction/réhabilitation des routes, ouvrages d'art, bâtiments etc.) avec une bonne expérience dans les travaux de construction/ réhabilitation de routes rurales ;
- Expérience pratique d'au moins cinq ans (5) dans les études (conception, calcul de structures etc.), le contrôle/surveillance des travaux d'ouvrages ;
- Avoir travaillé dans des projets financés par les partenaires au développement serait un atout

- Avoir participé à au moins trois (3) études (conception, calcul de structures etc.), ou de contrôle/surveillance des travaux d'ouvrages d'art ;
- Les connaissances du Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale seraient un atout ;
- Aptitude à identifier les problèmes et à les résoudre rapidement et de façon pragmatique et technique ;
- Avoir une expérience pertinente en matière de construction, réhabilitation, réparation et entretien de ponts à structure mixte (acier – béton);

## 5 Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec 3 références des personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du

- consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Toutes les pièces citées ci-dessus doivent être présentée et/ou traduites en français.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 09 octobre 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores). La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2023/002/ MAPETA/ PIDC /SCI/ UGP au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé EX-CEFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 25 septembre 2023



Ministère de l'Agriculture, de  
la Pêche, de l'Environnement,  
du Tourisme et de l'Artisanat

**DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE**  
**PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)**  
**(P177816), DON IDA**



**Coordination Nationale du Projet**

Réf. n° 2023/003/ MAPETA/ FSRP/SCI/ ELEVAGE

**SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) INDIVIDUEL (LE)  
SPECIALISTE EN ELEVAGE POUR LE PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)**

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP) dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) Consultant (e) individuel(le) spécialiste en élevage qui travaillera à temps plein au niveau de l'Unité de Gestion du Projet (UGP-FSRP).

**II. Description des tâches**

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches

décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

**III. Profil et expériences requises du candidat**

Être titulaire d'un diplôme universitaire d'ingénieur agronome (BAC+5), en sciences vétérinaires et zootechniques, en production animale, en élevage, ou toute autre discipline apparentée, préférence être docteur vétérinaire.

**Expériences :**

- Avoir au moins cinq (05) années d'expériences dans le domaine agronomique et particulièrement dans la production animale et/ou santé animale ;
- Avoir une expérience d'au moins de cinq (05) ans en tant que spécialiste en élevage ou équivalent dans un programme/projet de développement rural ;
- Avoir une expérience au minimum trois (03) ans dans les domaines de la consultation et de la gestion des projets de développement, notamment dans des domaines relatifs à la santé animale, la production, et la génétique animale, l'alimentation des animaux de rente, à l'économie de l'élevage, aux approches intégratives et diversifiantes (agriculture-élevage) et à la recherche sur l'élevage ;

**III Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :**

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :

- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec les références de 3 personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Toutes les pièces citées ci-dessus doivent être présentée et/ou traduites en français.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, **le 09 octobre 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores)**. La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2023/003/ MAPETA/ FSRP/SCI/ ELEVAGE au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CEFADER. Email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com)

**Lance le 25 septembre 2023**



Ministère de l'Agriculture, de  
la Pêche, de l'Environnement,  
du Tourisme et de l'Artisanat

**DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE**  
**PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)**  
**(P177816), DON IDA**



**Coordination Nationale du Projet**

Réf. n° 2023/004/ MAPETA/ FSRP/SCI/RCVA

**SSOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) INDIVIDUEL (LE)  
SPECIALISTE EN CHAINES DE VALEURS POUR LE PROJET RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)**

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP) dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt pour recruter un (e) Consultant (e) individuel(le) spécialiste en Chaines des valeurs qui travaillera à temps plein au niveau de l'Unité de Gestion du Projet (UGP-FSRP).

**II. Description des tâches**

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents

livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

**III. Profil et expériences requises du candidat**

Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5 au minimum) en Agronomie, en Agroéconomie, en développement rural avec qualifications et/ou expériences avérées en chaînes des valeurs

**Expériences :**

- Avoir au moins cinq (05) ans d'expériences professionnelles avérées dans le domaine de développement de chaînes de valeurs ;
- Avoir au moins trois (03) ans d'expérience réussies dans le domaine de l'agriculture et/ou agroéconomie, de l'agrobusiness en général et des chaînes de valeur agricoles en particulier ;
- Avoir une très bonne expérience démontrée dans la structuration et le développement des chaînes de valeur, notamment à l'appui à l'amélioration de la productivité, à l'accès aux intrants, au capital et aux marchés, au renforcement des relations entre acteurs des chaînes de valeur ;
- Avoir une très bonne expérience dans la gestion et analyse de données, notamment de la conception d'outils de collecte de données, de la conception et de la gestion de bases de données et des contrôles de la qualité des données ;

**III Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :**

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec des références de trois personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justifiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;
- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, **le 09 octobre 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores)**. La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2023/004/ MAPETA/ FSRP/RCVA au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CEFADER. Email [projetpidc@gmail.com](mailto:projetpidc@gmail.com)

**Lance le 25 septembre 2023**